

Questions orales

Le député doit reconnaître que 40 \$ l'acre sont donnés par le gouvernement à une industrie très importante parce que celui-ci reconnaît la crise qu'elle traverse en ce moment.

M. Maurice Foster (Algoma): J'ai une question supplémentaire à poser, monsieur le Président.

Les quelque 7 500 agriculteurs assemblés à Regina jeudi dernier ne comprenaient pas non plus, parce qu'ils sont acculés à la faillite. Le mouvement de protestation n'a pas relâché depuis l'annonce faite par le ministre, parce que les agriculteurs n'ont pas encore vu l'ombre d'un sou noir. Les crédits alloués ne correspondent qu'à un peu plus de la moitié des sommes dont ils auraient besoin.

Le ministre va-t-il présenter une mesure législative aujourd'hui pour que les chèques puissent être envoyés sans délai au lieu d'attendre le printemps? C'est maintenant que les agriculteurs ont besoin d'argent. Quand donc le ministre et son gouvernement vont-ils se décider à agir?

L'hon. Bill McKnight (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, l'une des choses pour lesquelles notre gouvernement et le premier ministre sont connus est le fait qu'ils aient consulté les porte-parole des agriculteurs quand on nous a demandé de leur venir en aide. C'est une des mesures que nous avons prises.

Je signale au député que je dois recevoir du Comité de la troisième ligne de défense un rapport sur la façon de répartir l'aide financière.

Une voix: Vous l'avez reçu hier.

M. McKnight: Non, pas hier. Je signale au député de Regina que j'attends ce rapport dans les jours qui viennent. Quand nous aurons le rapport en main, nous nous efforcerons d'y donner suite.

* * *

LA SANTÉ

Mme Joy Langan (Mission—Coquitlam): Monsieur le Président, le 21 mai dernier, j'ai demandé ici à la Chambre au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social s'il pouvait confirmer que des travaux de recherche comme celles du Dr Chan de Calgary sur la sécurité des implants mammaires seraient financés le plus tôt possible.

Le ministre a répondu que son ministère avait reçu l'étude du Dr Chan en mars dernier, mais aucune demande de fonds.

Le Dr Chan a, depuis, présenté une demande de fonds de 130 000 \$ pour mesurer les concentrations de TDA dans l'urine et le sang de 1 000 femmes canadiennes qui ont reçu un implant mammaire Même. On lui a dit officieusement que sa demande avait été rejetée.

Le ministre va-t-il dire ici même aux femmes qu'il va effectivement financer cette étude?

L'hon. Benoît Bouchard (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, je dirai à la députée que je n'ai pas de réponse à donner aux femmes canadiennes en ce qui a trait au Dr Chan.

Comme je l'ai dit, je ne savais pas avant la période des questions que cette demande avait été rejetée par le ministère. La députée ne m'a pas posé cette question dans le passé, mais je vérifierai auprès du ministère si une décision a été prise. Je ne sais pas encore si cette décision est officielle ou non. Je répondrai à la députée dès que j'aurai des précisions.

Mme Joy Langan (Mission—Coquitlam): Monsieur le Président, je me reporte à un article que j'ai lu dans *The Vancouver Sun* avant-hier. C'était aux nouvelles ce matin.

J'aurais pensé que le ministre savait qu'on parle déjà de ce refus non officiel aux nouvelles, comme je l'ai dit.

Monsieur le Président, les médias rapportent que les spécialistes en chirurgie plastique nord-américains dépensent en ce moment 3,9 millions de dollars pour agir en tant que groupe de pression vu que la demande d'implants mammaires a baissé leur causant une perte de revenu. Ils disent qu'ils sont victimes d'une presse calomnieuse. Je demanderais au ministre s'il s'engage au moins à verser 130 000 \$ aux femmes qui ont eu le malheur de recevoir une prothèse mammaire Même.

L'hon. Benoît Bouchard (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, il n'y a aucun rapport entre une campagne lancée par des chirurgiens en chirurgie plastique et le fait que nous acceptions à l'instant même d'accorder cette subvention. À ce moment-là, je pourrais demander à n'importe quelle organisation au Canada qui croit pouvoir faire avancer ses intérêts de s'abstenir de lancer une campagne de promotion. D'un autre côté, nous prendrons une décision, à moins qu'on en ait déjà pris une, sur le bien-fondé de la demande du Dr Chan. Cette demande n'a rien à voir avec une campagne menée par les chirurgiens en chirurgie plastique du Canada.